



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 30 janvier 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 22
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 23 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi trente janvier à quatorze heures et trente minutes, les membres de la Communauté de Commune du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac) à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac)

Absents excusés :

Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage)

Absents :

M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Filière à responsabilité élargie du producteur des déchets d'Articles de Bricolage et de Jardin (ABJ) - Contrat avec Ecomaison

Collecte et traitement des déchets

Monsieur François SERVENT, Vice-Président chargé du développement durable expose :

Ecomaison est un éco-organisme agréé pour répondre collectivement à la réglementation issue des dispositions prises en application des articles L. 541-10, L. 541-10-1 (14°) et R. 543-340 suivants du code de l'Environnement.

Pour répondre aux objectifs de collecte, de réemploi et réutilisation et de recyclage, Ecomaison propose aux collectivités territoriales compétentes de conclure un contrat, qui prévoit la mise en œuvre d'un enlèvement par Ecomaison, en accord avec la collectivité, et la mise en place de soutiens financiers aux déchets d'Articles de Bricolage et de Jardin (ABJ) qui demeurent collectés et traités par la collectivité.

Ce Contrat a pour objet de définir les modalités opérationnelles et financières de la prise en charge par Ecomaison, de la gestion des ABJ collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets, ainsi que des soutiens relatifs aux actions en faveur du réemploi des ASL et de la communication.

Les deux déchèteries de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes permettent de collecter et trier, à des fins de traitement et valorisation, des déchets d'articles de bricolage et de jardin produits par les ménages.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le specimen de contrat territorial pour les articles de bricolage et de jardin ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'approuver le contrat de prise en charge des déchets d'articles de bricolage et de jardin (ABJ) avec Ecomaison ;
- D'autoriser le Président à le signer ainsi que tout document afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVENT

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.